DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

s.C.41.765.18.

Notification
aux États ayant participé à la Conférence diplomatique
sur la compétence judiciaire en matière civile,
tenue à Lugano le 16 septembre 1988

Le Département fédéral des affaires étrangères a l'honneur
de communiquer aux Gouvernements que, en date du 3 août 1990, la
République française a déposé un instrument de ratification de
la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution
des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano
L'instrument, du 24 juillet 1990, contient la réserve suivante:

"En ratifiant cette Convention et les Protocoles qui l'ac-
compagnent, conformément à l'article 1 ter du Protocole no 1, la
République française déclare qu'elle se réserve le droit de ne
pas reconnaître ni exécuter les décisions rendues dans les États
parties lorsque la compétence de la juridiction d'origine est
fondée, en application de l'article 16 point 1 sous b, sur le
seul domicile du défendeur dans l'Etat d'origine alors que l'im-
meuble est situé sur le territoire de la République française."

La Convention n'est pas encore entrée en vigueur.

La présente notification est adressée aux États en applica-
tion de l'article 67 de la Convention.

Berne, le 21 janvier 1991